

NOTE DE CONJONCTURE Quatrième trimestre 2011

L'activité économique de la région à la recherche d'un second souffle

CONTEXTE RÉGIONAL

Les mécanismes de la croissance économique sont mus par des ressorts dont l'activation est souvent échelonnée ou successive. Ces moteurs entrent rarement en dynamique de façon simultanée. Sur certaines périodes, ils semblent concomitants, sur d'autres plus désordonnés.

Les indicateurs de l'activité économique et ceux du climat social du 4^e trimestre 2011 envoient des signaux qui paraissent désordonnés voire même contradictoires.

La croissance des échanges du commerce extérieur indique une revitalisation certaine de l'activité. Les entreprises régionales ont su exporter davantage en 2011, notamment au 4^e trimestre, répondant ainsi à une demande extérieure en relative expansion. La croissance des importations a été marquée par le fort renchérissement des produits pétroliers qui n'a pas été contrebalancé par la diminution attendue des volumes suite au début d'hiver très clément. Le solde commercial régional reste positif, même s'il se comprime significativement par rapport à 2010.

Au 4^e trimestre, on observe un regain de créations d'entreprises régionales dans la plupart des secteurs d'activité, mais les défaillances s'inscrivent également à la hausse. La construction neuve (autorisations de construire) a été portée au dernier trimestre de 2011 par des programmes de logements collectifs conséquents.

La situation au 3^e trimestre faisait craindre une amplification de la détérioration de l'emploi salarié pour le 4^e trimestre, elle a eu lieu. L'emploi salarié s'est contracté plus qu'au troisième trimestre, rabotant de facto une bonne partie des gains engrangés depuis la reprise de fin 2009. Au niveau annuel, le volume d'emploi salarié marchand est à peine supérieur à ce qu'il était il y a un an.

L'emploi reste tributaire d'un redémarrage conséquent de l'économie régionale et de la santé de ses unités productrices. Les signes d'une atténuation progressive du climat de crise de l'été 2011 commencent à se faire progressivement sentir. Pour autant, l'évolution à la baisse des emplois intérimaires montre encore une profonde incertitude qui n'est pas levée.

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM cat ABC) continuent de grossir sur le 4^e trimestre, mais leur accroissement net des sorties a été contenu. Sur l'année 2011, ce sont les femmes et les « plus de cinquante ans » qui sont venus bien malgré eux, accroître les effectifs de demandeurs d'emploi.

Le taux de chômage localisé pour la région se détériore légèrement au quatrième trimestre, il répercute, pour partie seulement, les destructions nettes d'emplois salariés observées sur la période et l'accroissement des demandeurs d'emploi dans la région. Il reste cependant en deçà du taux de chômage métropolitain.

CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL

La fièvre tombe, le rétablissement devrait être lent

Face au regain de tensions dans la zone euro à l'automne 2011, la banque centrale européenne a apporté massivement des liquidités au système financier et permis ainsi un net apaisement de ces tensions. En particulier, les taux d'intérêt souverains de certains États fragilisés par la crise, tels que l'Italie et l'Espagne, ont nettement reflué. La détente ainsi observée sur le front des dettes souveraines devrait se répercuter progressivement sur les conditions de financement des agents privés.

La situation conjoncturelle de la zone euro reste morose. Dans les enquêtes de conjoncture, le climat des affaires européen semble avoir touché un point bas fin 2011 ; mais sa progression est lente début 2012, et il se situe toujours à la limite du seuil d'expansion de l'activité. L'activité serait donc terne (-0,1 % au premier trimestre 2012, +0,1 % au deuxième), soutenue presque exclusivement par une modeste reprise des exportations. En outre, les divergences s'accroîtraient dans la zone euro, entre l'Italie et l'Espagne où la demande intérieure décrocherait, et l'Allemagne et la France, où elle présenterait une certaine résilience.

Par contraste, l'environnement extérieur de la zone euro apparaît plus porteur, et alimenterait ainsi la dynamique des échanges mondiaux jusqu'à l'été 2012 : les États-Unis seraient portés par un emploi robuste, et le Japon par les aides publiques à la reconstruction. Tirillés entre le risque inflationniste et la nécessité de soutenir la demande interne, les pays émergents s'installeraient cependant sur un rythme de croissance en deçà de celui d'avant la crise.

En France, la croissance au premier semestre 2012 serait légèrement supérieure à la moyenne de la zone euro mais serait en dessous de son rythme potentiel : elle serait nulle au premier trimestre, avant de repartir modérément au deuxième trimestre (+0,2 %). En particulier, la production industrielle reculerait en début d'année, comme le laissent attendre les enquêtes de conjoncture.

La demande intérieure manquerait en effet de dynamisme. Notamment, la consommation des ménages s'essoufflerait : proche de 0,2 % au premier trimestre 2012, et nulle au deuxième. Le pouvoir d'achat du revenu reculerait en effet sur le semestre, en raison notamment d'une inflation persistante. Même si une baisse du taux d'épargne est attendue, celle-ci n'amortirait que légèrement les conséquences sur la consommation de ce recul : depuis 2008, les ménages manifestent en effet la volonté de disposer d'un volant élevé d'épargne de précaution. Par ailleurs, le profil de la consommation serait marqué par le rebond en février des dépenses d'énergie, en lien avec la vague de froid.

Reflète de la faiblesse de la croissance, l'emploi continuerait de reculer dans les secteurs marchands au premier semestre 2012 ; et le chômage poursuivrait sa hausse.

Comme à l'accoutumée, la prévision est entourée de nombreux aléas. Dans la zone euro, l'action récente de la BCE semble avoir éloigné le risque d'une crise systémique majeure, mais les tensions qui persistent dans certains pays (Grèce, Portugal) ne mettent pas la zone euro entièrement à l'abri de nouveaux accès de fièvre sur les marchés financiers, qui viendraient retarder la reprise européenne. *A contrario*, le rétablissement de la confiance, et la détente des conditions financières qui en résulte, pourraient agir, plus rapidement qu'envisagé ici, sur l'activité dans la zone euro, et alimenter notamment une dynamique plus favorable de l'investissement. Enfin, les prix du pétrole sont à nouveau soumis à un risque géopolitique élevé : si un nouveau choc pétrolier, engendré par une recrudescence des tensions géopolitiques, survenait, la croissance mondiale en serait amoindrie ; et inversement si les tensions actuelles venaient à s'apaiser.

En savoir plus

Insee- note de conjoncture, mars 2012 - «La fièvre tombe, le rétablissement sera lent».

Euro-zone economic outlook - avril 2012 - «Les tensions s'apaisent mais la croissance reste faible».

Fragilisation de l'emploi en Poitou-Charentes

Dans la région Poitou-Charentes, les signes de retournement de l'activité économique qui s'étaient manifestés depuis la fin du 2^e trimestre de 2011 ont fini par entamer dès le 3^e trimestre la progression de l'emploi salarié non marchand qui prévalait depuis huit trimestres. La création d'emploi par les entreprises est devenue, dès lors, déficitaire. Le 4^e trimestre vient poursuivre en l'amplifiant ce retournement de tendance.

Le volume des pertes d'emploi sur le 4^e trimestre atteint 1 300 emplois, soit une contraction de 0,4 % par rapport au 3^e trimestre de cette année. Le niveau de l'emploi au 31 décembre 2011 est, à un millier d'emplois supplémentaires près, proche à celui constaté en fin d'année 2010. La création d'emplois est donc à la peine depuis l'inversion conjoncturelle du milieu d'année qui a vu la propagation de la crise des dettes souveraines dans l'économie réelle.

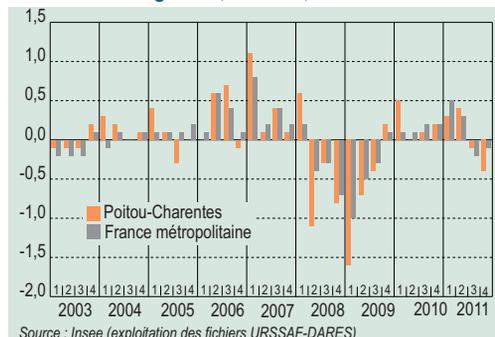
Dans la région, entre le 3^e et le 4^e trimestre, hors Industrie, tous les secteurs d'activité ont détruit des emplois, l'ampleur des destructions est cependant très variable, touchant plus particulièrement les Services Marchands, le volume de salariés restant presque stable dans le Commerce.

Les services marchands hors intérim, présentent une forte inflexion d'activité durant le 4^e trimestre (-0,7 %) qui annihile près de 1 100 emplois, le résultat annuel du secteur reste malgré tout encore porteur sur l'ensemble de l'année (+1 200 emplois par rapport à la fin de 2010, soit +0,8 %). Les emplois issus de l'Intérim, toujours plus sensibles aux fluctuations de l'activité, se contractent significativement au 4^e trimestre (-2,1 %). Le mouvement est plus marqué encore au niveau annuel, l'Intérim cède 1 000 postes (soit -6,1 %) sur la fin de 2010.

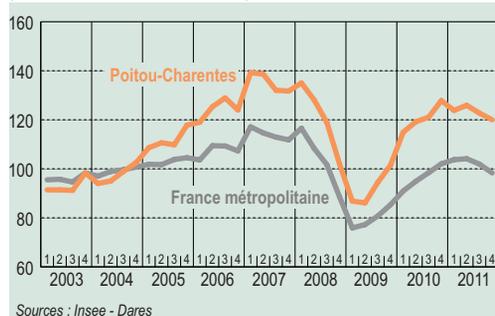
Les destructions d'emplois dans le secteur de la construction se poursuivent. Les effectifs salariés employés au 4^e trimestre reculent de 0,1 % par rapport à ceux du 3^e trimestre. Au niveau annuel, la dégradation des effectifs a touché près de 300 emplois.

Au plan national l'évolution de l'emploi sur le dernier trimestre bien que négative est moins forte. Le secteur tertiaire (hors intérim) continue encore à créer des emplois. L'Industrie parvient presque à maintenir, d'un trimestre sur l'autre, sa main d'œuvre salariée. Par rapport au 3^e trimestre, le nombre d'emplois occupés dans la sphère marchande diminue (-0,1 %), il reste en revanche supérieur au contingent observé au 31 décembre 2010 (+0,5 %).

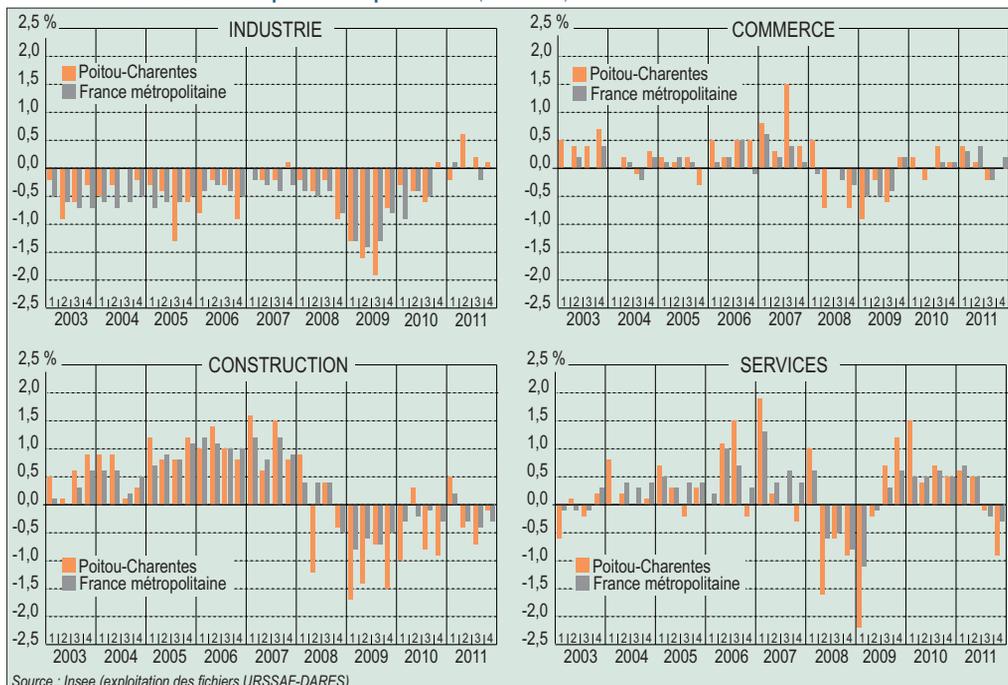
Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole (données CVS)



Emploi intérimaire en fin de trimestre (données CVS, indice base 100 en 2002)



Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par secteur (données CVS)



CHÔMAGE

Au quatrième trimestre 2011, les taux de chômage national et régional augmentent chacun de 0,1 point pour s'établir à 9,4 % (France métropolitaine) et à 9,0 % (Poitou-Charentes). La montée du chômage reste toutefois contenue dans la région après +0,2 point enregistré au troisième trimestre et les prévisions d'activité économique ralenties qui faisaient craindre une accélération du phénomène. Regain de difficultés prévalant, la région termine toutefois l'année 2011 en moins bonne posture qu'en fin 2010 où le taux s'établissait à 8,9 %.

Légère aggravation du taux de chômage localisé

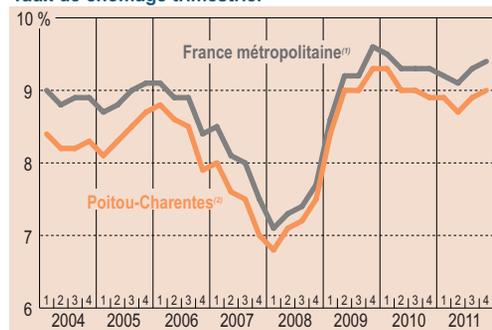
La légère augmentation du taux de chômage au niveau régional au quatrième trimestre est principalement due à la Charente où le taux est en hausse de +0,3 point et s'établit à 9,9 %. En Deux-Sèvres, le taux de chômage localisé s'accroît de +0,1 point mais reste, avec un niveau de 7,2 %, le plus faible de la région.

Les deux autres départements de la région ne sont pas touchés, ce trimestre, par l'aggravation du chômage. La Charente-Maritime et la Vienne conservent chacun leur taux du troisième trimestre (resp : 10,0 % et 8,3%).

Des demandeurs d'emploi plus nombreux

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (*) a augmenté de 3,6 % entre le troisième et le quatrième trimestre de 2011. Cette augmentation équivaut à l'inscription de 2 500 personnes supplémentaires à Pôle Emploi. Cet afflux de nouveaux chômeurs, concerne ce trimestre toutes les composantes, hommes comme femmes, jeunes comme plus âgés. Sur le périmètre métropolitain le contingent de chômeurs s'est accru de 2,5 %.

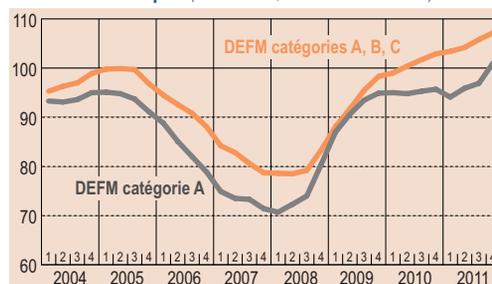
Taux de chômage trimestriel



Source : Insee

(1) Taux de chômage au sens du BIT
(2) Taux de chômage localisé

Demands d'emploi (données CVS, indice base 100 en 2000)



Sources : DIRECCTE - Dares - Pôle emploi

Demands d'emploi en Poitou-Charentes (données CVS)

	T4 2010	T3 2011	T4 2011	Évolution trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)
Catégorie A	67 783	69 028	71 537	+ 3,6	+ 5,5
Hommes	34 289	34 364	35 709	+ 3,9	+ 4,1
Femmes	33 494	34 664	35 828	+ 3,4	+ 7,0
Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans	12 105	11 684	12 229	+ 4,7	+ 1,0
Demandeurs d'emploi de 25 à moins de 50 ans	41 892	41 970	43 235	+ 3,0	+ 3,2
Demandeurs d'emploi de 50 ans et plus	13 786	15 374	16 073	+ 4,5	+ 16,6
Catégories A, B, C	111 052	114 254	115 613	+ 1,2	+ 4,1
dont inscrits depuis plus d'un an	43 722	45 408	45 612	+ 0,4	+ 4,3

Source : Insee, DIRECCTE, Pôle emploi, DARES

Pour la région, les femmes qui étaient devenues depuis le début de l'année 2009 moins nombreuses que les hommes dans la catégorie A, sont à nouveau majoritaires sur le marché du travail depuis le troisième trimestre de 2011. Le quatrième trimestre confirme à nouveau cette réalité.

Les évolutions annuelles sont également défavorables. Les « plus de 50 ans » semblent davantage ressentir les effets de la détérioration de l'activité, leur contingent s'accroît significativement (+16,6 %) par rapport au quatrième trimestre de 2010. Les « moins de 25 ans » sont touchés de façon moindre (+1,0 %).

Au niveau infra régional, les nouvelles inscriptions de demandeurs d'emploi sont venues gonfler dans tous les départements de la région les effectifs au chômage. Ils s'accroissent ainsi de 5,3 % en Charente, de 3,9 % en Charente-Maritime, de 3,7 % dans les Deux-Sèvres et de 1,5 % dans la Vienne.

L'accroissement par rapport au trimestre précédent, du volume des personnes inscrites dans les catégories ABC (*) est de 1,2 %, il est de 2,0 % au niveau de la France métropolitaine.

Au quatrième trimestre de 2011, les offres d'emploi traitées par Pôle Emploi sont moins nombreuses (-1,8 %) qu'au trimestre précédent.

Des offres d'emploi en diminution mais encore bien pourvues

La nette diminution des offres d'emploi durable (*) - contrat de 6 mois et plus - sur le 4e trimestre (-5,8 %) explique en grande partie le phénomène.

Malgré leur raréfaction relative, au 4e trimestre 2011, les offres d'ensemble restent cependant supérieures à leur niveau de fin 2010 d'environ 1 700 offres.

Offres d'emploi en Poitou-Charentes (données CVS)

	T4 2010	T3 2011	T4 2011	Évolution trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)
Ensemble	20 698	22 775	22 361	-1,8	8,0
dont offres durables	6 949	7 967	7 507	-5,8	8,0

Source : Insee, DIRECCTE, Pôle emploi, DARES

La méthode d'estimation des taux de chômage localisés repose sur l'estimation d'une part du chômage local (numérateur) et, d'autre part, de la population active occupée localement (dénominateur).

Au numérateur, le chômage départemental ou régional est obtenu par ventilation du chômage (France métropolitaine) résultant de l'enquête Emploi, à l'aide de la structure géographique observée dans les DEFM de catégorie A à chaque trimestre. Chaque série départementale ou régionale ainsi obtenue est ensuite désaisonnalisée (corrigée des variations saisonnières).

Au dénominateur, le calcul des populations actives s'appuie, à partir du second trimestre 2011, sur les estimations annuelles d'emploi 2008 au lieu de résidence issues du nouveau dispositif « Estel ». Ce changement a induit des révisions de la population active plus ou moins marquées selon les départements. Le concept d'emploi retenu pour les estimations annuelles d'emploi issues d'Estel est un concept dit « BIT répertorié ». On mesure l'emploi de la dernière semaine de l'année (BIT) déclaré dans les sources administratives (répertorié). Pour le calcul du taux de chômage, l'estimation du nombre d'actifs occupés par région et département est calée sur le nombre d'actifs estimé par l'enquête Emploi au niveau France métropolitaine.

Globalement cette nouvelle méthodologie permet de mieux capter les petits boulots, si ceux-ci ont fait l'objet d'une déclaration administrative. De ce fait, l'emploi au lieu de travail comme au lieu de résidence a été revu à la hausse dans l'ensemble des zones géographiques. Le nouveau calcul a donc entraîné la production d'une nouvelle série de taux de chômage localisés. Ces révisions n'affectent que le niveau des taux de chômage localisés, mais en aucun cas leur évolution.

* Avertissement concernant les données sur les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi... En particulier, à compter du 1er juin 2009, les dispositions relatives aux nouvelles obligations de recherche d'emploi des bénéficiaires du RSA et à leur accompagnement par le service public de l'emploi sont susceptibles d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Depuis février 2009, les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon de nouveaux regroupements (catégories A, B, C, D, E). Les données correspondant aux anciennes catégories (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8) sont présentées, pour une période transitoire.

LOGEMENTS

La construction de logements renforcée par les immeubles collectifs

Au niveau régional, sur le quatrième trimestre de 2011, la tendance* des mises en chantier de logements ordinaires** s'accroît de 3,9 % par rapport à la période précédente. Ce résultat global cache des disparités départementales. En effet, les débuts de travaux en Charente et en Deux-Sèvres ont été en tendance trimestrielle moins fournis (resp : -2,8 % et -11,0 %) tant en logements collectifs qu'en logements individuels. À l'inverse, grâce à l'activation de nouveaux chantiers abondés par un renfort d'immeubles d'habitation, la tendance s'est confortée en Charente-Maritime (+13,4 %) et en Vienne (+2,1 %). Les entrepreneurs en bâtiment de ces départements ont eu un surcroît d'ouvrage en fin d'année 2011.

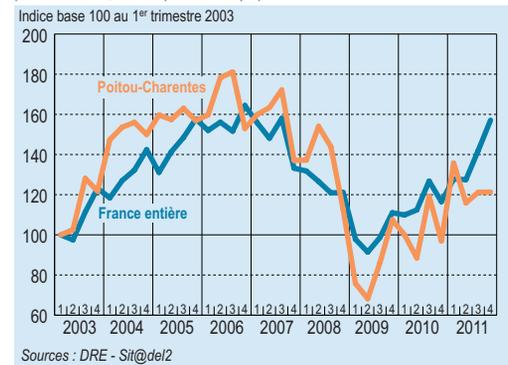
Au final, sur l'année 2011 les mises en chantier de logements ordinaires sont en légère croissance dans la région (+1,9 %). Les débuts de travaux augmentent davantage (+3,5 %) si on y inclut les logements en résidence. Les résultats sur la France métropolitaine ont été plus fortement orientés à la hausse, les ouvertures de travaux en logements ordinaires gagnent 13,5 %, et tous logements confondus (yc logements en résidence) l'accroissement du nombre de chantiers est de 20,2 %.

Les perspectives d'activité, qui sont subordonnées aux autorisations de construire, laissent entrevoir une activité future ancrée à la hausse. La tendance sur le quatrième trimestre de 2011, des autorisations (logements ordinaires) augmente de 5,2 %. Elle est due essentiellement à l'apport de nouveaux programmes de logements collectifs en Charente-Maritime et en Vienne.

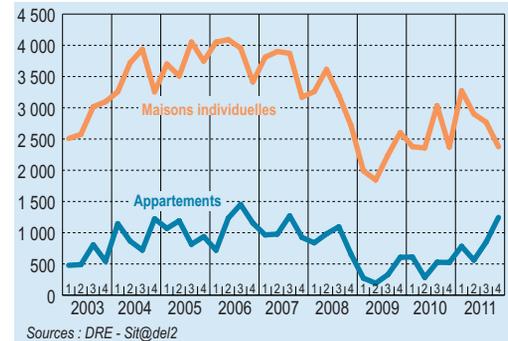
Pour la région, l'année 2011 aura été très fructueuse en autorisations de logements ordinaires. Par rapport à l'année 2010, on note une augmentation des autorisations de 22,1 %. Le constat est similaire pour la France métropolitaine qui connaît entre les deux années une croissance de 19,1 % des autorisations pour ce type de logements.

*Tendance : nombre de logements autorisés ou commencés sur un an
 ** Logements ordinaires : nombre de logements hors résidences pour personnes âgées ou étudiants et résidences de tourisme

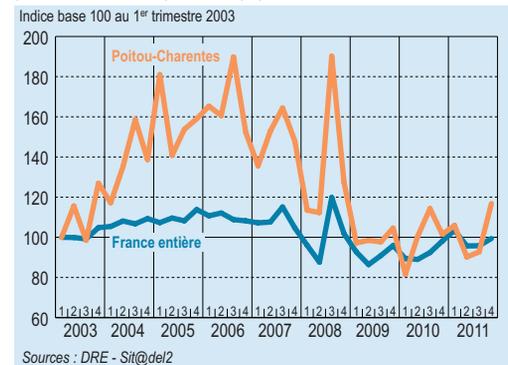
Maisons individuelles et appartements autorisés
 (données brutes, date de prise en compte)



Maisons individuelles et appartements autorisés en Poitou-Charentes
 (données brutes, date de prise en compte)



Maisons individuelles et appartements commencés
 (données brutes, date de prise en compte)



En savoir plus sur les séries statistiques

Les résultats publiés sont issus de la base de données Sit@del2. Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Les chiffres publiés portent sur le nombre de logements ordinaires (hors logements en résidence), au sein desquels, on distingue les logements individuels (maisons) et les logements collectifs (appartements). Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte, et sont comptées à part des séries diffusées dans cette publication. Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISES

Au cours du 4ème trimestre 2011, 3 041 entreprises ont été créées en Poitou-Charentes dont 1 494 auto-entrepreneurs.

Hausse des créations...

En données corrigées des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables, le nombre de créations d'entreprises (hors auto-entrepreneurs) progresse de 8,9 % par rapport au 3e trimestre 2011. Les secteurs contribuant le plus à cette hausse sont les activités immobilières, les activités financières et d'assurance ainsi que les transports. Les créations d'entreprises classées dans les activités industrielles continuent de progresser à un rythme soutenu : +10,6 % après +11,6 % au 3e trimestre, sachant que parmi celles-ci sont comptabilisées les unités artisanales transformant des produits telles que les boulangeries, les charcuteries et bien d'autres.

Dans les services et le commerce, les créations reprennent après un troisième trimestre en recul (+18,3 % contre -5,3 % et +1,1 % contre -13,4 %). À titre de comparaison, au plan national, les créations d'entreprises (hors auto-entrepreneurs) augmentent de 5,2 % par rapport au 3e trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2011, 6 046 entreprises ont été créées sous le régime de l'auto-entreprise en Poitou-Charentes, soit 50 % des créations. C'est le département de la Charente, avec 58 %, qui enregistre le plus fort taux d'auto-entrepreneurs sur le nombre total de créations. La Vienne et les Deux-Sèvres ont des taux très proches, avec respectivement 57 % et 55 %. Les auto-entrepreneurs en Charente-Maritime sont moins présents avec seulement 42 % des créations.

...et des défaillances.

Au cours du 4e trimestre 2011, 313 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire en Poitou-Charentes. En valeur corrigée des variations saisonnières, le nombre de défaillances d'entreprises augmente de 15,9 % par rapport au trimestre précédent. Elles baissent de 8,0 % au niveau national sur la même période.

Données CVS-CJO

Les données brutes sont les données observées. Afin de pouvoir comparer le nombre de créations et de défaillances entre différents trimestres, le nombre de créations et de défaillances d'entreprises de chaque trimestre est corrigé des variations saisonnières (CVS) et des jours ouvrables (CJO) via la procédure X12-Arima du logiciel SAS.

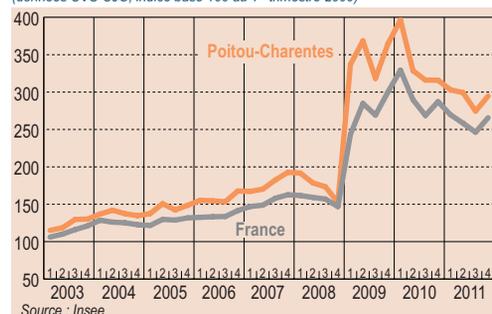
Définition

Une entreprise est dite défaillante lorsqu'à la suite d'un dépôt de bilan, un jugement d'ouverture de redressement judiciaire est ouvert à son sujet, ce qui ne présage en rien du résultat de cette procédure. Une défaillance d'entreprise n'aboutit pas automatiquement à une cessation. L'évolution du nombre de défaillances n'est donc qu'un simple indicateur de la santé économique d'un secteur. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie (entre 10 % et 20 %), variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations d'entreprises.

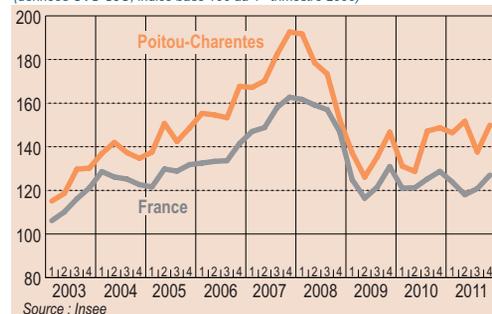
Avertissement

L'Insee publie, depuis août 2009, le nombre cumulé de créations d'entreprises réalisées sous le régime de l'auto-entrepreneur depuis janvier 2009. Ce régime ayant été mis en place début 2009, les auto-entrepreneurs sont incorporés aux statistiques de créations d'entreprises depuis la publication portant sur le premier trimestre 2009. Toutefois, le modèle de désaisonnalisation de la série des créations est perturbé par le choc que constitue l'arrivée des auto-entrepreneurs dont on ignore le profil saisonnier. Par conséquent, seule la composante « hors auto-entrepreneurs » est désaisonnalisée. On lui ajoute le nombre brut de créations sous le régime de l'auto-entrepreneur.

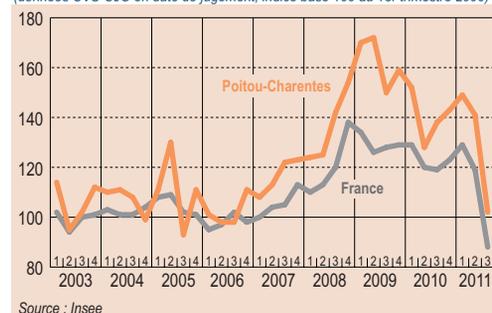
Créations d'entreprises y compris auto-entrepreneurs
(données CVS-CJO, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



Créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs
(données CVS-CJO, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



Défaillances d'entreprises
(données CVS-CJO en date de jugement, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



COMMERCE EXTÉRIEUR

Au 4e trimestre 2011, le Poitou-Charentes a vendu pour 1 731 millions de marchandises à l'étranger, et en a acheté pour 1 457 millions (données brutes).

Les échanges restent dynamiques

Par rapport au trimestre précédent, la hausse des valeurs importées (+4,5 %) est plus forte que celle des valeurs exportées (+2,2 %).

L'ensemble des exportations s'accroît au 4e trimestre de 8,5 % (en glissement annuel) compte tenu de la croissance de la demande extérieure adressée aux entreprises régionales.

Les exportations régionales, hors boissons et alcools, enregistrent une augmentation modérée : +2,8 % au 4e trimestre 2011, après une baisse importante au troisième trimestre (-8,5 %). Au niveau annuel elles s'inscrivent également en hausse (+6,7 %).

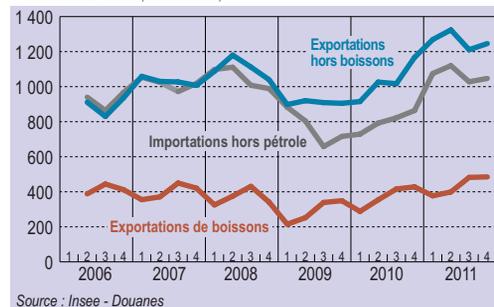
Boissons et alcools restent le produit phare. Les ventes régionales de ces produits, essentiellement du cognac, se stabilisent au 4e trimestre : +0,7 %, après 20,8 % au 3e trimestre. Par rapport au 4e trimestre 2010, l'augmentation est de 13,3 %.

Les achats à l'étranger ont augmenté de façon assez nette. Cette augmentation s'explique par le renchérissement du cours des matières premières, notamment des hydrocarbures, qui contribue à un net alourdissement de la facture énergétique. L'augmentation des importations de produits pétroliers est de 12,1 % par rapport au trimestre précédent. Ce sont toujours les produits prépondérants à l'importation.

Le commerce extérieur du Poitou-Charentes (données brutes)



Exportations hors boissons et importations hors pétrole du Poitou-Charentes (données brutes)



Les importations hors pétrole augmentent légèrement de 1,8 % en valeur au 4e trimestre 2011 après le fort fléchissement (-8,2 %) du 3e trimestre. Par rapport au 4e trimestre 2010, l'augmentation est de + 21,1 %.

TOURISME

Malgré un contexte économique encore difficile, une météo favorable et une tarification jugée intéressante durant cette période peuvent expliquer une fin d'année relativement satisfaisante.

La moindre présence des touristes étrangers n'a pas nuit à la fréquentation hôtelière.

Le dernier trimestre, période traditionnellement « creuse », semble tirer son épingle du jeu.

En données brutes ce sont 820 milliers de nuitées qui ont été enregistrées en Poitou-Charentes au 4e trimestre, soit 5,2 % de plus qu'au 4e trimestre 2011. Cette augmentation concerne tous les départements de la région, mais c'est surtout la Charente-Maritime qui avec 7,9 % de nuitées supplémentaires, permet ce score très satisfaisant. Ce département enregistre à lui seul 62 % des nuitées additionnelles, il conforte ainsi sa position de leader dans l'offre hôtelière régionale.

Les clients étrangers ont été pourtant relativement moins nombreux qu'au 4e trimestre de 2010. Cette période avait été suffisamment porteuse pour cette clientèle, en effet la saison hivernale de 2010 tendait à recouvrer les niveaux d'avant crise en terme de

Nombre de nuitées dans les hôtels du Poitou-Charentes (données CVS)



fréquentation par les non-nationaux. Mais l'inflexion constatée fin 2011 indique un arrêt voire un nouveau retournement dans ce domaine. Les hôtels de la région accusent un manque de 8 milliers de nuitées, soit -15,8 % par rapport au 4e trimestre de 2010.

Le score de la fréquentation étrangère du dernier trimestre plombe les résultats annuels pour cette catégorie d'utilisateurs. Au total la diminution est de l'ordre de 4,6 %. Il manque en effet en 2011, près de 22 milliers de nuitées de touristes étrangers pour arriver au niveau de 2010.

INDICATEURS TRIMESTRIELS

En données corrigées des variations saisonnières (CVS)	Poitou-Charentes			France métropolitaine	
	T4 2011	Évolution trimestrielle (T4/T3) en %	Glissement annuel (T4 2011/T4 2010) en %	Évolution trimestrielle (T4/T3) en %	Glissement annuel (T4 2011/T4 2010) en %
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (Sources : Insee, Urssaf)					
Tous secteurs	371 722	- 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,4
dont industrie	93 048	+ 0,1	+ 0,7	- 0,0	- 0,1
construction	39 918	- 1,0	- 0,7	- 0,3	- 0,8
commerce	78 505	- 0,0	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7
services (y c. intérim)	160 251	- 0,9	+ 0,1	- 0,3	+ 0,7
Emploi intérimaire (Source : Insee)					
Contrats en cours (5 derniers jours)	15 204	- 2,4	+ 1,4	- 2,7	+ 3,5
Taux de chômage ⁽¹⁾ (Source : Insee, données révisées)					
	9,0 %	+ 0,1 pt	+ 0,1 pt	+ 0,1 pt	+ 0,1 pt
Demandeurs d'emploi en fin de mois (Sources : DIRECCTE, Dares, Pôle emploi)					
Catégorie A	71 537	+ 3,6	+ 5,5	+ 3,4	+ 5,6
Catégories A, B, C	115 613	+ 1,2	+ 4,1	+ 2,3	+ 5,6
Construction neuve, données brutes (Sources : Insee, DREAL)				France entière	
Logements autorisés	3 621	+ 0,0	+ 25,1	+ 10,6	+ 34,9
Logements commencés	3 030	+ 26,0	+ 15,1	+ 42,6	+ 26,9
Créations d'entreprises ⁽²⁾ (Source : Insee)					
Tous secteurs	3 041	+ 7,3	- 6,7	+ 7,9	- 7,5
dont industrie (BE)	229	+ 10,6	- 9,1	+ 15,8	- 9,1
construction (F)	424	- 8,8	- 13,3	+ 6,9	- 7,6
commerce (G)	638	+ 1,1	- 7,7	+ 4,9	- 7,0
activités des services (MN)	529	+ 18,3	- 6,9	+ 13,0	- 11,0
hébergement et restauration (I)	140	+ 2,2	- 12,5	+ 3,4	- 4,8
Commerce extérieur données brutes (Sources : Insee, Douanes)					
Exportations (millions d'euros)	1 731	+ 2,2	+ 8,5	+ 0,6	+ 7,1
Importations (millions d'euros)	1 457	+ 4,5	+ 20,2	- 1,0	+ 7,6
Hôtellerie (Sources : Insee, direction du tourisme - CRT - 4CDT)					
Nombre de nuitées (en milliers)	1 145	+ 1,1	+ 3,6		
dont étrangères	113	+ 13,0	- 8,9		

(1) Taux de chômage localisé pour la région et taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine

(2) les créations d'entreprises par activité sont désormais présentées en nomenclature agrégée "NA", fondée sur la NAF révision 2 entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

En données corrigées des variations saisonnières (CVS)	Charente		Charente-Maritime		Deux-Sèvres		Vienne	
	T4 2011	Évol. trim. (T4/T3) en %	T4 2011	Évol. trim. (T4/T3) en %	T4 2011	Évol. trim. (T4/T3) en %	T4 2011	Évol. trim. (T4/T3) en %
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (Sources : Insee, Urssaf, Dares)								
Tous secteurs	74 699	- 1,0	115 718	- 0,4	89 765	+ 0,0	91 539	- 0,2
dont industrie	24 908	- 0,7	22 080	- 0,1	23 325	+ 0,9	22 735	+ 0,6
construction	7 532	+ 0,5	14 132	- 0,7	9 232	- 0,3	9 022	+ 0,3
commerce	16 300	- 0,6	28 783	+ 0,2	15 682	+ 0,3	17 740	- 0,2
services (y compris Intérim)	25 960	- 2,0	50 722	- 0,8	41 527	- 0,3	42 043	- 0,7
Taux de chômage localisé								
	9,9 %	+ 0,3 pt	10,0 %	0,0 pt	7,2 %	+ 0,1 pt	8,3 %	0,0 pt
Demandeurs d'emploi en fin de mois (Sources : DIRECCTE, Dares, Pôle emploi)								
Catégorie A	16 069	+ 5,9	27 893	+ 4,9	12 264	+ 4,5	15 750	+ 1,9
Catégories A, B, C	25 402	+ 2,1	43 050	+ 1,7	20 939	+ 1,7	26 513	- 0,1
Créations d'entreprises (Source : Insee)								
Tous secteurs	587	+ 11,6	1 276	+ 1,6	477	+ 10,7	702	+ 13,2
Hôtellerie (Sources : Insee, direction du tourisme - CRT - 4CDT)								
Nombre de nuitées (en milliers)	108	- 2,7	543	+ 1,1	105	+ 1,0	389	+ 2,1
dont étrangères	11	+ 22,2	57	+ 18,8	10	+ 11,1	35	+ 2,9

Pour tout renseignement statistique

www.insee.fr/poitou-charentes

insee-contact@insee.fr

09 72 72 4000 (prix d'un appel local)
du lundi au vendredi de 9 h à 17 h



Insee Poitou-Charentes
5 rue Sainte-Catherine - BP 557
86020 Poitiers Cedex
Tél : 05 49 30 01 01
Fax : 05 49 30 01 03
sed-poitou-charentes@insee.fr

Directeur de la publication : Didier Blaizeau
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Ferret